

# Défendre et promouvoir

## Refaire de l'Ecole une priorité

Développant le refrain catastrophiste d'une « Ecole chère et peu performante », le Gouvernement, à travers une avalanche de réformes et des choix budgétaires pilotés par le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, a mis en œuvre une entreprise de remodelage libéral de l'Ecole, qu'il veut encore accélérer en durcissant sa politique d'austérité.

Le Second degré public est en ligne de mire : suppressions massives de postes, réforme des lycées, socle commun, formation sacrifiée, déréglementation tous azimuts sur fond de renforcement exorbitant des pouvoirs des chefs d'établissement transformés en managers... Tout converge pour imposer un système éducatif ségrégatif en rupture avec la dynamique de démocratisation et d'élévation des qualifications portée par les aspirations des jeunes et indispensable aux besoins de notre société.

Le combat sans concession contre ces orientations régressives mené par le SNES et la FSU, avec le souci constant de le construire avec la profession, les parents et les lycéens, a permis de replacer au cœur du débat public la question de l'Ecole et de rallier largement l'opinion publique à la nécessité de faire de l'Education une priorité nationale. Le Gouvernement est de plus en plus fragilisé sur ses choix budgétaires et le contenu de ses réformes (livret de compétences, leurre de l'accompagnement personnalisé...).

*Le SNES et la FSU entendent poursuivre avec détermination leur action pour défendre et promouvoir, sur l'ensemble du territoire, un service public d'Education, porteur d'avenir et des valeurs de solidarité, d'égalité et de justice sociale.*

## Pour des créations d'emplois à la hauteur des besoins dans le Second degré !

Depuis 4 ans, 52 000 postes ont été supprimés dans l'Education nationale. Les recrutements par concours sont au plus bas. La dépense intérieure pour l'Education ne cesse de diminuer dans le PIB.

Dans les collèges et lycées de l'Académie de Versailles à cette rentrée, une nouvelle saignée de plus de 500 postes, s'ajoutant aux 2000 des trois années précédentes, a des conséquences désastreuses sur les conditions d'études pour les jeunes et de travail des personnels : disparition d'options et de dédoublements, inflation des heures supplémentaires, classes surchargées, crise du remplacement....



10 février 2011 : rassemblement de l'IA à l'initiative du SNES 92

*Les DGH sont arrivées dans les établissements : classes surchargées, suppressions de postes, disparition d'options, heures supplémentaires...*

### Mars 2011 :

#### Mobilisation ECLAIR à Grigny !

*L'annonce de l'entrée autoritaire des 3 collèges RAR de Grigny dans le nouveau dispositif ECLAIR a suscité un tollé général chez les personnels et une opposition immédiate et déterminée tant sur la forme (absence de concertation préalable) que sur le fond (dévoiement de l'éducation prioritaire, déréglementation à tous les niveaux, recrutement local sur profil par le chef d'établissement, « préfet des études »...) : lettre-pétition au Recteur, grève très suivie le 14 mars avec manifestation devant le rectorat et audience auprès du Recteur...*

*Les collègues, soutenus tout au long de leur action par le SNES 91 qui a largement contribué à la médiatisation des actions, ont appelé les autres établissements RAR de l'Essonne à se joindre à ce mouvement de refus.*

## Refuser une Ecole inégalitaire

Dans le projet d'Ecole que défend le Gouvernement, le minimum nécessaire de mixité sociale ne serait assuré que par quelques dispositifs fondés sur le « mérite » (internat d'excellence comme celui de Marly...). Il ne se soucie que de dégager les élites nécessaires aux emplois qualifiés de demain et nie le poids des inégalités sociales renvoyant l'échec scolaire à une responsabilité individuelle.

Cela va de pair avec la volonté de dynamiser l'Education prioritaire en la resserrant à quelques établissements classés autoritairement ECLAIR et transformés en laboratoires de déréglementation forcée (définition locale des programmes et des horaires d'enseignement ainsi que des conditions de recrutement, de service et de rémunération des personnels).

### Le SNES exige :

- l'abandon du dispositif ECLAIR et une vraie relance de l'Education prioritaire pour les collèges comme pour les lycées
- une amélioration des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels (décharge pour permettre un travail en équipes pluri-professionnelles...)
- une vraie politique de mixité sociale.

# le service public d'Education

**Février 2011 : Le livret de compétences, c'est non !**

La section académique a initié dans tous les collèges de l'Académie de Versailles le refus collectif de valider les compétences au 2<sup>o</sup> trimestre et la signature collective de la lettre adressée par le SNES à Luc Chatel pour exiger un moratoire.

A cette rentrée, la mobilisation des personnels a porté : même les partisans du socle commun prennent leurs distances. Seul le Ministre s'obstine !

Plus que jamais, le livret de compétences, c'est non !

## Collège : Maintenir son ancrage dans le second degré pour garantir la poursuite d'études pour tous

Instrumentalisant les difficultés qu'il a contribué à amplifier, le Gouvernement veut transformer radicalement le collège :

- en contestant son ancrage dans le second degré : organisation des enseignements et des métiers selon le modèle du 1<sup>er</sup> degré (Ecole du socle, bivalence, affectation de professeurs des écoles...),
- en en faisant un outil de tri social : séparation entre les élèves, pour certains cantonnés à l'apprentissage d'un socle commun aux savoirs appauvris et utilitaristes et d'autres voués aux poursuites d'études en lycée,
- en sapant notre identité professionnelle et le sens de nos métiers : remise en cause de notre qualification disciplinaire, multiplication des injonctions, des tâches périphériques, des réunions, conception managériale du pilotage de l'établissement...

### Pour le SNES, il faut :

- ⇒ revenir à un collège de la réussite pour tous,
- ⇒ définir une culture commune fondée sur des savoirs formateurs et émancipateurs, ancrés dans les disciplines, et abandonner le livret personnel de compétences,
- ⇒ rétablir des conditions d'enseignement et de travail favorables (abonder les horaires disciplinaires, rétablir les dédoublements, accorder du temps de concertation pour le travail en équipe...).



**Informers, soutenir, relayer, impulser, fédérer...**

**Le SNES constitue une force pour riposter ensemble**



par ses syndiqués nombreux, par son ancrage dans les établissements, par ses militants et structures aux échelons départemental et académique.

## Lycée : Pour une autre réforme afin de relancer la démocratisation

Les dégâts provoqués par les réformes imposées avec le soutien de certaines organisations syndicales, confirment le bien fondé de l'opposition du SNES. Celles-ci servent à justifier les suppressions de postes et visent à redéfinir la place et le rôle du lycée. L'objectif assigné au lycée n'est plus de conduire au moins 80% d'une classe d'âge au bac et ainsi, de poursuivre la démocratisation du système éducatif, mais de préparer seulement 50% d'une génération à la poursuite d'études dans le Supérieur pour obtenir une licence.

Sous un habillage pédagogique qui se veut moderniste et à l'écoute des besoins des lycéens, c'est un modèle de lycée qui est néfaste pour les jeunes et pour les personnels :

- réduction des horaires disciplinaires, disparition des dédoublements, attaques contre les disciplines notamment histoiregéographie, SES, ST2S...
- leurre de l'accompagnement personnalisé financé aux dépens des disciplines, regroupements antipédagogiques (tronc commun de 1<sup>ère</sup>, groupes de langues...), programmes « infaisables », imposés dans la précipitation

et sans concertation,

- renforcement de la concurrence entre établissements et au sein d'un même établissement, entre disciplines avec la disparition des horaires nationaux et le renvoi au local sur fond d'amplification des inégalités (suppression de la carte scolaire...),
- menace sur l'existence du bac comme examen national,
- remise en cause de la spécificité et de l'existence même de la voie technologique (réforme STI, STL, annonce de la réforme STMG...).

### Pour le SNES, quel lycée pour relancer la démocratisation ?

- ⇒ le maintien des trois voies de formation,
- ⇒ un vrai rééquilibrage des séries dans la voie générale (L, S, ES...), une vraie revalorisation des séries technologiques....
- ⇒ le rétablissement des horaires disciplinaires et des moyens pour permettre le travail en cours (effectif allégé...)
- ⇒ le maintien du bac comme examen national

**Avril 2011 :**

**Contre la casse de la voie technologique industrielle, la mobilisation ne faiblit pas au lycée E. de Breteuil à Montigny Le Bretonneux.**

Depuis la mi-décembre, date à laquelle les enseignants découvrent la fermeture brutale et sans concertation des classes de bac et de BTS STI microtechnique, les actions se sont multipliées, avec le soutien du SNES, pour défendre des formations de proximité qui constituent des voies de réussite et de poursuite d'études qualifiantes pour de nombreux jeunes : occupation du lycée, audiences à l'IA, grève, courriers et sollicitations des élus, communication en direction des médias... Les fédérations de parents apportent leur soutien à ce combat pour défendre la qualité du service public d'Education.